

HALTE AU MASSACRE A GAZA

Arrêt immédiat de l'agression israélienne – sanctions contre Israël

Après des jours de bombardements intensifs de la bande de Gaza, une nouvelle étape dans l'horreur a été franchie avec le déclenchement par l'état d'Israël d'une offensive terrestre et la destruction d'un quartier entier de Gaza, Chadjaiya, qui à elle seule a tué plus de 100 personnes.

Plus de 140 habitants palestiniens de Gaza ont été tués dans la seule journée du 20 juillet, portant le nombre de victimes palestiniennes à au moins 512 tués dont 112 enfants, 41 femmes et 25 personnes âgées (chiffres provisoires du 21 juillet) et plus de 4000 blessés. Sans compter les centaines d'habitations et de bâtiments publics détruits.

Une nouvelle fois le pouvoir israélien déclenche un déluge de feu sur Gaza, au prétexte de tirs de roquettes, mais avec pour objectif avoué de mettre fin au gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste.

Devant cette situation dramatique, les gouvernements occidentaux se cantonnent une nouvelle fois à "dénoncer l'engrenage de la violence" sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et appelant seulement le gouvernement israélien à la "retenue". Le président François Hollande est même allé jusqu'à cautionner l'agression d'Israël contre la population de Gaza en déclarant, à la suite de son entretien téléphonique avec Benyamin Netanyahou le 9 juillet dernier, qu'il appartenait au gouvernement israélien de « prendre toutes les mesures pour protéger la population face aux menaces ».

La cause palestinienne n'a rien à voir avec l'extrême droite et n'accepte aucun soutien de leur part. Elle est fondée sur le droit des peuples indépendamment de toute appartenance religieuse ou communautaire.

L'Union européenne disposerait d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec Israël qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont illégaux selon le droit international, et évidemment pas le cas non plus avec cette nouvelle agression contre la population de Gaza.

Pour dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et obtenir des actions concrètes de la France vis-à-vis du pouvoir israélien, en s'appuyant sur le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Union Européenne pour que des sanctions soient appliquées, nous appelons à manifester :

- **Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaz**
- **Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem**
- **Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza**
- **Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international**
- **Pour le soutien au peuple palestinien et au gouvernement d'entente nationale.**

Manifestation

mercredi 23 juillet 2014 à 18h30

De Denfert-Rochereau à Invalides

A l'appel du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens

Rassemblement

Jeudi 24 juillet à 18h

à Evry place des Terrasses de l'Agora

A l'appel des comités AFPS de l'Essonne et le soutien du Collectif Palestine Evry-Essonne



Comités Locaux de l'Essonne de l'Association France-Palestine Solidarité : <http://www.evrypalestine.org>

- Evry Palestine : contact@evrypalestine.org
- L'Olivier-AFPS Corbeil-Essonne olivier.corbeil.palestine@gmail.com
- RiSolidarité Palestine (à Ris-Orangis) : rispalestine@gmail.com

Ne pas jeter sur la voie publique